

**18 JANVIER 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant le statut des agents des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, et l'article 96, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant pour les hôpitaux et des services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les avis des Conseils médicaux;

Vu le protocole n° 187 du Comité de secteur n° XVI, en date du 22 décembre 1995;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne entre en vigueur au plus tard le 1er janvier 1996;

Considérant qu'afin d'assurer le bon fonctionnement du service public, il est impératif d'adopter sans retard le statut du personnel des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne de manière à rendre effective son application dès l'entrée en vigueur du décret susvisé;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions communes

Article 1^{er}. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par "organismes" les centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne.

§ 2. Le présent arrêté s'applique au personnel des centres hospitaliers psychiatriques :

1° dont les qualifications professionnelles correspondent à celles d'infirmier gradué, d'infirmier breveté, d'hospitalier, d'assistant en soins hospitaliers, d'aide sanitaire, d'aide familiale, d'aide senior, d'auxiliaire de soins, de diététicien, de kinésithérapeute, d'ergothérapeute, de logopède, de pharmacien, d'assistant de laboratoire clinique, d'analyste en biologie clinique, de laborant ou de laborantin, de professeur de gymnastique, d'instituteur, de régent, d'éducateur, d'animateur, d'assistant social, de psychologue, d'assistant en psychologie, de surveillant, ci-après dénommé "le personnel infirmier, le personnel paramédical et le personnel visé par les normes spécifiques aux services et hôpitaux psychiatriques";

2° dont les qualifications professionnelles sont autres que celles visées sub 1°.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions qui font l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté et sauf disposition contraire, les arrêtés et dispositions suivants, tels qu'ils ont été modifiés, sont applicables aux agents définitifs ou stagiaires des organismes comme s'ils faisaient partie d'un ministère :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des ministères;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades des niveaux 2+, 2, 3 et 4 au sein des ministères;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant une disposition transitoire de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région wallonne;

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région;

8° toutes les dispositions légales et réglementaires à caractère statutaire applicables aux Services du Gouvernement wallon au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région dans la mesure où les arrêtés et dispositions précités ne les abrogent pas.

Art. 3. Les dispositions par lesquelles la Région modifierait, compléterait ou remplacerait les arrêtés énumérés à l'article 2 seront applicables de plein droit aux agents des organismes, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté.

Art. 4. Sauf disposition contraire, pour l'application aux agents des règles visées à l'article 2, il y a lieu de substituer aux mots repris à la colonne de gauche qui figurent dans ces règles les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite :

- | | |
|---|---|
| - Services du Gouvernement constitués par le Ministère de la Région wallonne et le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports | - organismes |
| - ministères | - organismes |
| - ministère | - organisme |
| - secrétaire général | - fonctionnaire du rang A2 au sens de l'article 8 du présent arrêté |

Art. 5. Les fonctions de fonctionnaire dirigeant et de fonctionnaire dirigeant adjoint, prévues dans le décret constitutif des organismes visés à l'article 1er, sont exercées respectivement par le directeur général et l'inspecteur général.

TITRE II. — Dispositions relatives au personnel autre que le personnel infirmier, le personnel paramédical et le personnel visé par les normes spécifiques aux services et aux hôpitaux psychiatriques

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Art. 6. Les dispositions du présent titre s'appliquent exclusivement au personnel visé à l'article 1er, § 2, 2°.

CHAPITRE II. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région

Art. 7. L'article 2, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région doit se lire comme suit :

"1° au niveau 1, cinq rangs désignés par la lettre A".

Art. 8. L'article 3, § 1er, alinéa 2, 1°, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 9. L'article 3, § 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"§ 2. Les fonctionnaires généraux sont les fonctionnaires des rangs A2 ou A3".

Art. 10. L'article 4 du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 11. L'article 5, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Le cadre fixe notamment le nombre des emplois de chaque rang".

Art. 12. L'article 8, alinéa 1er, 4°, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

L'article 8, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Le Gouvernement fixe la procédure relative à la candidature à la promotion par accession au niveau supérieur, à la mutation et à la promotion par avancement de grade".

Art. 13. La première phrase de l'article 9 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Peuvent seuls être conférés par recrutement :

1° les emplois d'opérateur, d'adjoint, d'assistant, de gradué et d'attaché;

2° l'emploi de directeur en vue de l'exercice de la fonction de chef du département infirmier, visée à l'article 17bis de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987;

3° l'emploi de directeur en vue de l'exercice de la fonction de médecin en chef visée à l'article 13 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

Pour les premières nominations et à défaut de personnel remplissant les conditions de promotion, les emplois de directeur des services administratifs et de comptable peuvent être pourvus par un examen de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de Recrutement."

Art. 14. L'article 16, § 2, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Dans ce cas, à l'exception des vacances d'emploi au rang A2, le conseil de direction formule une proposition afin de pourvoir à la vacance de l'emploi".

Art. 15. L'article 18, premier alinéa, du même arrêté doit se lire comme suit :

"A l'exception des promotions au rang A2, peut être promu par avancement de grade l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de quatre ans au moins;

2° justifier de la qualification imposée pour l'emploi à conférer;

3° justifier de l'évaluation positive;

4° justifier d'une formation d'apprentissage du métier;

5° réussir l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier".

Art. 16. L'article 20 du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 17. Les articles 22 à 26 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 18. L'article 33 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Sauf en cas de recrutement, la nomination doit intervenir avant l'expiration d'un délai de neuf mois prenant cours le jour où l'emploi est déclaré vacant".

Art. 19. Les articles 36 à 39 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre en ce qu'ils règlent le transfert d'office.

Art. 20. Les articles 40 à 43 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre en ce qu'ils règlent la permutation par transfert.

Art. 21. L'article 56, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Le Gouvernement fixe une procédure spécifique pour les fonctionnaires des rangs A3 et A2".

Art. 22. L'article 59 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Le bulletin d'évaluation est transmis par le collège d'évaluation aux fonctionnaires des rangs A3 et A2.

Après vérification de sa conformité avec le présent arrêté, le fonctionnaire de rang A2 notifie l'évaluation du collège au fonctionnaire".

Art. 23. L'article 61, § 2, alinéas 1er et 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"La commission est composée de douze membres effectifs et de douze membres suppléants, désignés pour moitié par le Gouvernement parmi les fonctionnaires de rang A6 au moins et pour moitié par les organisations syndicales représentatives.

Siègent au sein de la délégation de l'autorité deux membres au moins appartenant à l'organisme dont relève l'agent".

Art. 24. L'article 62 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Il existe, au sein de chaque organisme, un conseil de direction comprenant les fonctionnaires généraux et les directeurs".

Art. 25. L'article 81, § 1er, 2° et 3°, du même arrêté doit se lire comme suit :

"2° six assesseurs formant la délégation de l'autorité dont deux relèvent de l'organisme concerné;

3° six assesseurs formant la délégation des organisations syndicales".

Art. 26. L'article 125 du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'agent, qui s'absente sans autorisation ou dépassé sans motif valable le terme de son congé, se trouve de plein droit en non-activité. Dans cette position, il conserve ses titres à l'avancement de traitement. Toutefois, il ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à la mutation pendant la durée de son absence irrégulière, ni bénéficier, pendant la même période, d'une promotion ou d'une mutation".

Art. 27. L'article 126, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Durant les périodes de suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à la mutation ainsi qu'à l'avancement de traitement. En outre, il ne peut bénéficier, pendant la même période, d'une promotion ou d'une mutation".

Art. 28. L'article 129, § 3, alinéa 3, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Il ne conserve pas ses titres à la promotion ou à la mutation et à l'avancement de traitement".

Art. 29. L'article 137 du même arrêté est complété par les dispositions suivantes :

"10° l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène, modifié par les arrêtés royaux du 10 avril 1970, du 29 juin 1973, du 29 mars 1976, du 17 janvier 1978, du 6 novembre 1991 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er octobre 1992".

CHAPITRE III. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région*

Art. 30. L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région doit se lire comme suit :

"Le traitement de tout agent est fixé dans l'échelle de son rang. Les traitements du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint sont fixés respectivement dans les échelles A2 et A3".

CHAPITRE IV. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région*

Art. 31. L'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région doit se lire comme suit :

"Tout agent est autorisé à postuler par anticipation tout emploi auquel il est susceptible d'être nommé par promotion ou par mutation et qui deviendrait vacant pendant son absence".

Art. 32. L'article 3 du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'agent qui a bénéficié d'une mutation ou d'une permutation ne peut poser sa candidature à une mutation ni introduire une demande de permutation avant l'expiration d'un délai de deux ans prenant cours le jour de sa nomination ou de sa permutation".

Art. 33. L'article 4, alinéa 1er, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Toute vacance d'emploi est portée successivement, s'il échet, à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés par les trois premiers modes de nomination énumérés à l'article 8 du statut au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le fonctionnaire du rang A2".

Art. 34. L'article 6, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"En cas de candidature à la mutation, le fonctionnaire du rang A2 porte dans le même délai la demande à la connaissance de l'inspecteur général ou, à défaut, du directeur dont relève le candidat".

L'article 6, alinéa 3, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 35. L'article 8 du même arrêté doit se lire comme suit :

"En cas de candidature à la mutation, le fonctionnaire du rang A2 notifie au candidat la décision du conseil de direction".

Art. 36. Les articles 9 à 13 du même arrêté ne s'appliquent pas au personnel visé au présent titre en ce qu'ils règlent la demande de permutation par transfert.

Art. 37. L'article 71 du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 38. L'article 72, premier alinéa, du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'évaluation des fonctionnaires des rangs A2 et A3 est positive, sauf si, sur la base d'un rapport du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, le Gouvernement, tous les ministres étant présents, en décide autrement".

Art. 39. L'article 73 du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'article 60, § 1er, du statut ne s'applique pas à l'évaluation des fonctionnaires des rangs A2 et A3".

Art. 40. L'article 74, 1°, du même arrêté doit se lire comme suit :

"1° toutes les occupations autres que d'enseignement ou de médecine exercées, fût-ce partiellement, entre 9 heures et 16 heures".

Art. 41. Les articles 78 et 79 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

CHAPITRE V. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des Ministères

Art. 42. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des Ministères doit se lire comme suit :

"Sont nommés par conversion de grade au grade figurant dans la colonne de gauche du tableau ci-après les agents titulaires d'un grade appartenant à la catégorie de grades énoncée en regard dans la colonne de droite du même tableau :

- directeur général :	grades du rang 16;
- inspecteur général :	grades du rang 15;
- directeur :	grades du rang 14;
	grades du rang 13;
- premier attaché :	grades du rang 12;
- attaché :	grades du rang 11;
	grades du rang 10."

CHAPITRE VI. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades des niveaux 2+, 2, 3 et 4 au sein des Ministères

Art. 43. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades des niveaux 2+, 2, 3 et 4 au sein des Ministères doit se lire comme suit :

"Par dérogation à l'article 3, les agents au recrutement desquels n'a pas été exigé l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission au niveau 2+ sont nommés par conversion de grade à un grade de niveau 2+ selon les correspondances établies par l'article 3, à condition qu'ils soient titulaires d'un des grades des carrières suivantes :

1° secrétaire de direction (rang 21), secrétaire principal de direction (rang 22), chef administratif (rang 24), adjoint de secrétariat de 1re classe (rang 25) ou adjoint de secrétariat (rang 25);

2° programmeur de 2e classe (rang 20), programmeur de 1re classe (rang 22), chef programmeur (rang 24), analyste de programmation (rang 25);

3° réviseur comptable (rang 22), chef administratif (rang 24), adjoint de secrétariat de 1re classe (rang 25) ou adjoint de secrétariat (rang 25);

4° agent comptable (rang 22), agent comptable principal (rang 24), agent comptable en chef (rang 25).

CHAPITRE VII. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région

Art. 44. L'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

TITRE III. — Dispositions relatives au personnel infirmier, au personnel paramédical et au personnel visé par les normes spécifiques aux services et aux hôpitaux psychiatriques

CHAPITRE Ier. — Champ d'application et dispositions générales

Art. 45. Les dispositions du présent titre s'appliquent exclusivement au personnel visé à l'article 1er, § 2, 1°.

Art. 46. Le personnel infirmier, le personnel paramédical et le personnel visé par les normes spécifiques aux services et aux hôpitaux psychiatriques sont soumis aux dispositions de la convention collective de travail visée à l'article 24, a), de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant pour les hôpitaux et des services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation, ou à toute disposition qui les modifierait.

CHAPITRE II. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région

Art. 47. L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région doit se lire comme suit :

"Les rangs sont répartis entre les niveaux comme suit :

1° au niveau 1, un rang désigné par la lettre A;

2° au niveau 2+, un rang désigné par la lettre B;

3° au niveau 2, un rang désigné par la lettre C;

4° au niveau 3, un rang désigné par la lettre D;

5° au niveau 4, un rang désigné par la lettre E".

Art. 48. L'article 3, § 1er, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Les grades sont répartis entre les rangs comme suit :

1° au rang A :

a) le grade de kinésithérapeute (au recrutement duquel a été exigé un diplôme délivré à l'issue d'un cycle d'au moins quatre années d'enseignement universitaire ou d'enseignement supérieur de type long);

b) le grade de pharmacien;

c) le grade de psychologue;

d) le grade de professeur de gymnastique (au recrutement duquel a été exigé un diplôme délivré à l'issue d'un cycle d'au moins quatre années d'enseignement universitaire);

2° au rang B :

a) les grades d'infirmier gradué-chef de service, d'infirmier gradué en chef, d'infirmier gradué A, d'infirmier gradué B et d'infirmier gradué C;

b) les grades de diététicien principal, de diététicien de 1re classe et de diététicien;

c) les grades de kinésithérapeute principal, de kinésithérapeute de 1re classe et de kinésithérapeute;

d) les grades d'ergothérapeute principal, d'ergothérapeute de 1re classe et d'ergothérapeute;

e) les grades de logopède principal, de logopède de 1re classe et de logopède;

f) les grades d'assistant de laboratoire clinique en chef, d'assistant de laboratoire clinique de 1re classe et d'assistant de laboratoire clinique;

g) les grades d'analyste en biologie clinique principal, d'analyste en biologie clinique de 1re classe et d'analyste en biologie clinique;

h) les grades de laborant et de laborantin (au recrutement desquels a été exigé l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission au niveau 2+);

i) les grades d'instituteur et de régent;

j) les grades d'éducateur et d'animateur (au recrutement desquels a été exigé l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission au niveau 2+);

k) les grades d'assistant social en chef, d'assistant social principal, d'assistant social de 1re classe et d'assistant social;

l) les grades d'assistant en psychologie principal, d'assistant en psychologie de 1re classe et d'assistant en psychologie;

3° au rang C :

a) les grades d'infirmier breveté en chef, d'infirmier breveté A et d'infirmier breveté B;

b) les grades d'hospitalier A, d'hospitalier B et d'assistant en soins hospitaliers;

c) les grades de laborant et de laborantin;

d) les grades d'éducateur et d'animateur;

4° au rang D : les grades d'aide sanitaire, d'aide familiale et d'aide senior;

5° au rang E :

a) le grade d'auxiliaire de soins;

b) les grades de surveillant en chef, de surveillant principal et de surveillant."

Art. 49. L'article 3, § 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"§ 2. Les fonctionnaires généraux sont les fonctionnaires des rangs A2 ou A3 au sens de l'article 8 du présent arrêté".

Art. 50. L'article 4 du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 51. L'article 5, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Le cadre fixe notamment le nombre des emplois de chaque rang".

Art. 52. L'article 6, alinéa 1er, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

L'article 6, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'accès à un emploi est subordonné à la possession de la qualification correspondant au grade".

Art. 53. L'article 7, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"La déclaration de vacance désigne la place de l'emploi dans le cadre ainsi que la résidence administrative qui est imposée à son titulaire".

Art. 54. L'article 8, alinéa 1er, 1°, 2°, 3° et 4°, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

L'article 8, alinéa 2, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 55. L'article 9 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Peuvent seuls être conférés par recrutement les emplois :

1° de kinésithérapeute (au recrutement duquel a été exigé un diplôme délivré à l'issue d'un cycle d'au moins quatre années d'enseignement universitaire ou d'enseignement supérieur de type long);

2° de pharmacien;

3° de psychologue;

4° de professeur de gymnastique;

5° d'infirmier gradué C;

6° de diététicien;

7° de kinésithérapeute;

8° d'ergothérapeute;

9° de logopède;

- 10° d'assistant de laboratoire clinique;
- 11° d'analyste en biologie clinique;
- 12° de laborant et de laborantin (au recrutement desquels a été exigé l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission au niveau 2+);
- 13° d'instituteur et de régent;
- 14° d'éducateur et d'animateur (au recrutement desquels a été exigé l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission au niveau 2+);
- 15° d'assistant en psychologie;
- 16° d'infirmier breveté B;
- 17° d'hospitalier B et d'assistant en soins hospitaliers;
- 18° de laborant et de laborantin;
- 19° d'éducateur et d'animateur;
- 20° d'assistant social;
- 21° d'aide sanitaire, d'aide familiale et d'aide senior;
- 22° d'auxiliaire de soins;
- 23° de surveillant."

Art. 56. Les articles 10 à 13 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 57. Les articles 14 à 16 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 58. Les articles 17 à 22 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 59. Les articles 23 à 26 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 60. L'article 28 du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 61. L'article 31, § 1er, alinéa 1er, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Le fonctionnaire de rang A4 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté, dont le stagiaire relève ou le directeur de la formation établit deux rapports circonstanciés motivant son évaluation et les transmet au fonctionnaire de rang A2 au sens de l'article 8 du présent arrêté".

Art. 62. L'article 33 du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 63. L'article 35, alinéa 2, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 64. Les articles 36 à 39 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 65. Les articles 40 à 43 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 66. L'article 47, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Les candidats sont choisis par le conseil de direction parmi les fonctionnaires du rang A6 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté, qui ont obtenu l'évaluation positive".

Art. 67. L'article 56 du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'évaluation est assurée par un collège composé de deux supérieurs hiérarchiques de rangs différents : le supérieur hiérarchique immédiat de rang A6 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté, et le supérieur hiérarchique immédiat du fonctionnaire évalué. Lorsque le fonctionnaire de rang A6, au sens de l'article 8 du présent arrêté, n'a pas eu le fonctionnaire sous son autorité directe pendant les trois derniers mois précédant l'évaluation, le supérieur hiérarchique ayant effectivement eu le fonctionnaire directement sous son autorité participe à l'évaluation."

Art. 68. L'article 59 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Le bulletin d'évaluation est transmis par le collège d'évaluation aux fonctionnaires des rangs A3 et A2 au sens de l'article 8 du présent arrêté.

Après vérification de sa conformité avec le présent arrêté, le fonctionnaire de rang A2 au sens de l'article 8 du présent arrêté notifie l'évaluation du collège à l'agent".

Art. 69. L'article 60, § 1er, alinéa 2, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 70. L'article 61, § 2, alinéas 1er et 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"La commission est composée de douze membres effectifs et de douze membres suppléants, désignés pour moitié par le Gouvernement parmi les fonctionnaires de rang A6 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté, et pour moitié par les organisations syndicales représentatives.

Siègent au sein de la délégation de l'autorité deux membres au moins appartenant à l'organisme dont relève l'agent".

Art. 71. L'article 62 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Il existe, au sein de chaque organisme, un conseil de direction comprenant les fonctionnaires généraux et les directeurs".

Art. 72. L'article 81, § 1er, 2° et 3°, du même arrêté doit se lire comme suit :

2° six assesseurs formant la délégation de l'autorité dont deux relèvent de l'organisme concerné;

3° six assesseurs formant la délégation des organisations syndicales".

Art. 73. Pour l'application des articles 110 à 115 du même arrêté les mots "ancienneté de rang" sont remplacés par les mots "ancienneté de grade".

Art. 74. L'article 117, alinéa 1er, 1°, du même arrêté doit se lire comme suit :

"le fonctionnaire du rang A2 au sens de l'article 8 du présent arrêté, président et le supérieur hiérarchique du fonctionnaire concerné, de rang A6 au moins au sens de l'article 8 du présent arrêté;"

Art. 75. L'article 125 du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'agent, qui s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé, se trouve de plein droit en non-activité. Dans cette position, il conserve ses titres à l'avancement de traitement."

Art. 76. L'article 126, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Durant les périodes de suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à l'avancement de traitement".

Art. 77. L'article 129, § 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

"§ 2. Les fonctionnaires mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ou pour maladie ou infirmité conservent leurs anciennetés administratives et pécuniaires."

Art. 78. L'article 129, § 3, alinéa 3, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Il ne conserve pas ses titres à l'avancement de traitement".

Art. 79. L'article 137 du même arrêté est complété par les dispositions suivantes :

"10° l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène, modifié par les arrêtés royaux du 10 avril 1970, du 29 juin 1973, du 29 mars 1976, du 17 janvier 1978, du 6 novembre 1991 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er octobre 1992".

CHAPITRE III. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région

Art. 80. L'article 3, alinéa 2, 2°, b), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 81. L'article 5 du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'ancienneté pécuniaire de service est constituée de la somme des services admissibles pour la fixation du traitement.

L'ancienneté pécuniaire de grade est constituée de la somme des services admissibles prestés dans un ou plusieurs grades de même qualification".

Art. 82. L'article 7 du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'échelle de traitements attachée à chacun des grades que peuvent porter les agents correspond à la qualification professionnelle de ce grade et à l'importance de la fonction qui s'y attache".

Art. 83. L'article 8 du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 84. L'article 9 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Le traitement de tout agent est fixé dans l'échelle de son grade".

Art. 85. L'article 12 du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 86. Dans l'article 13 du même arrêté les mots "et des augmentations spéciales" sont supprimés.

Art. 87. Les articles 26 à 29 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

CHAPITRE IV. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région

Art. 88. Les articles 2 à 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 89. L'article 27, alinéa 1er, du même arrêté doit se lire comme suit :

"Les rapports d'évaluation sont établis :

1° collégalement, par le fonctionnaire de rang A4 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté, dont le stagiaire relève, et par le directeur de la formation de l'organisme, en ce qui concerne les stagiaires de niveau 1 et 2+;

2° par le fonctionnaire de rang A4 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté, dont le stagiaire relève, en ce qui concerne les stagiaires des niveaux 2, 3 et 4. Il transmet les rapports d'évaluation au fonctionnaire du rang A2 au sens de l'article 8 du présent arrêté, à l'attention du directeur de la formation dans les délais prescrits."

Art. 90. L'article 30, alinéa 1er, 2°, du même arrêté n'est pas applicable au personnel visé au présent titre.

Art. 91. L'article 35, alinéa 3, première phrase, du même arrêté doit se lire comme suit :

"L'intérêt du service est justifié par le supérieur hiérarchique du rang A4 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté."

Art. 92. Les articles 39 à 42 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 93. Dans l'article 47 du même arrêté les mots "ou aux conditions de promotion par accession au niveau supérieur" sont supprimés.

Dans l'alinéa 3 du même article, la première phrase doit se lire comme suit :

"L'intérêt du service est justifié par le supérieur hiérarchique du rang A4 au moins au sens de l'article 8 du présent arrêté."

Art. 94. Les articles 55 à 66 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 95. Les articles 71 à 73 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 96. L'article 76 du même arrêté doit se lire comme suit :

"Les supérieurs hiérarchiques habilités à formuler une proposition provisoire de sanction disciplinaire sont, soit le supérieur hiérarchique immédiat et le supérieur hiérarchique le plus immédiat de rang A6 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté, soit les deux supérieurs hiérarchiques les plus élevés du fonctionnaire."

Art. 97. L'article 77, alinéa unique, 2°, du même arrêté doit se lire comme suit :

"2° le supérieur hiérarchique le plus immédiat de rang A4 au moins, au sens de l'article 8 du présent arrêté, du fonctionnaire et n'ayant pas participé à la formulation de la proposition provisoire;"

Art. 98. Les articles 78 et 79 du même arrêté ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

Art. 99. Dans les articles 80 à 82 du même arrêté :

1° les mots "anciennetés de service, de niveau et de rang" sont remplacés par les mots "ancienneté de service, de niveau et de grade";

2° les mots "équivalences de niveau et de rang" sont remplacés par les mots "équivalences de niveau et de grade".

CHAPITRE V. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des Ministères

Art. 100. Les articles 1er à 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des Ministères ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

CHAPITRE VI. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades des niveaux 2+, 2, 3 et 4 au sein des Ministères

Art. 101. Les articles 1er à 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades des niveaux 2+, 2, 3 et 4 au sein des Ministères ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

CHAPITRE VII. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région

Art. 102. Les articles 3, 4, 5, 12 et 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région ne sont pas applicables au personnel visé au présent titre.

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 103. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne.

Art. 104. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 18 janvier 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 96 - 189

[C - 27020]

18 JANUARI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, en op artikel 96, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de adviezen van de Medische Raden;

Gelet op het protocol nr. 187 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 22 december 1995;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest uiterlijk op 1 januari 1996 in werking treedt;

Overwegende dat de personeelsformatie van de onder het Waalse Gewest ressorterende psychiatrische ziekenhuizen, voor de goede werking van de openbare dienst, onmiddellijk goedgekeurd moet worden, zodat ze daadwerkelijk kan worden toegepast vanaf de inwerkingtreding van bovenvermeld decreet;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt onder "instellingen" verstaan : de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren.

§ 2. Dit besluit is van toepassing op het personeel van de psychiatrische ziekenhuizen :

1° met een beroepsopleiding van gegradueerd verpleger, gebrevetteerd verpleger, verpleegassistent, ziekenhuis-assistent, gezondheidshulp, gezinshulp, bejaardenhulp, verpleeghulp, diëtist, kinesitherapeut, ergotherapeut, logopedist, apotheker, assistent klinisch laboratorium, analyst klinische biologie, laborant, gymleraar, onderwijzer, regent, opvoeder, animator, maatschappelijk assistent, psycholoog, assistent in de psychologie, bewaarder. Al deze graden worden onder "het verpleegkundig personeel, het paramedisch personeel en het personeel onderworpen aan de specifieke normen voor psychiatrische ziekenhuizen" gebracht;

2° met een andere beroepsopleiding dan die onder 1° vermeld staan.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen waarop de bij dit besluit bepaalde toepassingsvoorwaarden betrekking hebben en behoudens andersluidende bepalingen, gelden de hiernavermelde besluiten en bepalingen, zoals ze gewijzigd werden, voor de vastbenoemde ambtenaren of stagiairs van de instellingen, alsof zij deel uitmaakten van een ministerie :

1° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

2° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

3° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

4° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de ministeries;

5° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 binnen de ministeries;

6° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende een overgangsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

7° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest;

8° al de wettelijke en reglementaire bepalingen van statutaire aard, die van toepassing zijn op de Diensten van de Waalse Regering op het ogenblik van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, voor zover die niet opgeheven zijn bij bovenvermelde besluiten en bepalingen.

Art. 3. De bepalingen waarbij het Gewest de in artikel 2 vermelde artikels zou wijzigen, aanvullen of vervangen zijn van rechtswege van toepassing op de ambtenaren van de instellingen, behalve indien ze betrekking hebben op bepalingen die onder de toepassingsvoorwaarden vallen waarin dit besluit voorziet.

Art. 4. Behoudens andersluidende bepalingen, moeten, voor de toepassing op de ambtenaren van de besluiten vermeld in artikel 2, de woorden uit de linkerkolom, die in die besluiten voorkomen, vervangen worden door de woorden uit de rechterkolom die ertegenover staan.

- Diensten van de Regering, samengesteld uit het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer	- instellingen
- ministeries	- instellingen
- ministerie	- instelling
- secretaris-generaal	- ambtenaar van rang A2 in de zin van artikel 8 van dit besluit

Art. 5. De functies van leidend ambtenaar en adjunct-leidend ambtenaar, bepaald bij het decreet houdende oprichting van de instellingen waarvan sprake in artikel 1, worden respectievelijk door de directeur-generaal en de inspecteur-generaal uitgeoefend.

TITEL II. — Bepalingen betreffende het personeel dat niet ingedeeld is bij het verpleegkundig personeel, het paramedisch personeel en het personeel onderworpen aan de specifieke normen voor psychiatrische ziekenhuizen

HOOFDSTUK I. — Toepassingsfeer

Art. 6. De bepalingen van deze titel zijn uitsluitend van toepassing op het personeel waarvan sprake in artikel 1, § 2, 2°.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest

Art. 7. Artikel 2, alinea 2, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest dient als volgt gelezen te worden :

"1° in niveau 1, vijf rangen aangeduid met letter A."

Art. 8. Artikel 3, § 1, alinea 2, 1°, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

- Art. 9.** Artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"§ 2. De ambtenaren-generaal zijn de ambtenaren van rang A2 of A3."
- Art. 10.** Artikel 4 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.
- Art. 11.** Artikel 5, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"De personeelsformatie bepaalt onder meer het aantal betrekkingen voor iedere rang."
- Art. 12.** Artikel 8, alinea 1, 4°, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.
Artikel 8, alinea 2, van dit besluit dient als volgt gelezen te worden :
"De Regering bepaalt de procedure betreffende de kandidatuur voor de bevordering bij overgang naar het hogere niveau, de mutatie en de bevordering bij verhoging van graad."
- Art. 13.** De eerste zin van artikel 9 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"Enkel de volgende betrekkingen kunnen bij werving toegekend worden :
1° operateur, adjunct, assistent, gegradueerde en attaché;
2° directeur met als functie : hoofd van het departement verpleegkunde, waarvan sprake in artikel 17bis van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987;
3° directeur met als functie : hoofdgeneesheer, waarvan sprake in artikel 13 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.
Voor de eerste benoemingen en bij gebrek aan personeel dat aan de promotiecriteria voldoet, kan het Vast Wervingsecretariaat d.m.v. een wervingsexamen in de betrekkingen van directeur van de administratieve diensten en van boekhouder voorzien."
- Art. 14.** Artikel 16, § 2, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"In dit geval en uitgezonderd de vacante betrekkingen in rang A2, doet de directieraad een voorstel om in de vacante betrekking te voorzien."
- Art. 15.** Artikel 18, alinea 1, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"Behalve wat betreft de bevorderingen tot rang A2, kan de ambtenaar bevorderd worden door verhoging in graad indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet :
1° een ranganciënniteit van minstens vier jaar tellen;
2° het bewijs leveren van de vereiste kwalificatie voor de vacante betrekking;
3° het bewijs leveren van een positieve evaluatie;
4° het bewijs leveren van de gepaste vakopleiding;
5° geslaagd zijn voor het controle-examen m.b.t. de vakopleiding."
- Art. 16.** Artikel 20 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.
- Art. 17.** De artikels 22 tot 26 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.
- Art. 18.** Artikel 33 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"Behalve in geval van werving, moet de benoeming plaatsvinden vóór het verstrijken van een termijn van negen maanden die aanvangt op de dag van het vacantverklaren van de betrekking."
- Art. 19.** De artikels 36 tot 39 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel, aangezien zij betrekking hebben op de overplaatsing van ambtswege.
- Art. 20.** De artikels 40 tot 43 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel, aangezien zij betrekking hebben op de permutatie door overplaatsing.
- Art. 21.** Artikel 56, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"De Regering stelt een specifieke procedure vast voor de ambtenaren van rang A3 en A2."
- Art. 22.** Artikel 59 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"Het evaluatiebulletin wordt door het evaluatiecollege aan de ambtenaren van rang A3 en A2 overgemaakt.
Nadat het gelijkvormig met dit besluit is bevonden, betekent de ambtenaar van rang A2 de evaluatie van het college aan de ambtenaar."
- Art. 23.** Artikel 61, § 2, alinea's 1 en 2 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"De commissie is samengesteld uit twaalf gewone en twaalf plaatsvervangende leden waarvan de ene helft aangewezen wordt door de Regering onder de ambtenaren van ten minste rang A6 en de andere helft door de representatieve vakorganisaties.
In de overheidsdelegatie zetelen ten minste twee leden die tot de instelling behoren waarvan de ambtenaar deel uit maakt."
- Art. 24.** Artikel 62 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"In iedere instelling is er een directieraad samengesteld uit de ambtenaren-generaal en de directeurs."
- Art. 25.** Artikel 81, § 1, 2° en 3° van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"2° zes door de overheid aangewezen assessoren van wie twee deel uitmaken van de betrokken instelling;
3° zes door de vakorganisaties aangewezen assessoren."
- Art. 26.** Artikel 125 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"De ambtenaar die zonder toelating afwezig is of zonder geldige reden de duur van zijn verlof overschrijdt, wordt van ambtswege op non-activiteit gesteld. In die situatie kan hij aanspraak blijven maken op weddeverhoging. Maar tijdens zijn onregelmatige afwezigheid kan hij zijn recht op bevordering of mutatie niet doen gelden, noch tijdens dezelfde periode een bevordering of mutatie verkrijgen."
- Art. 27.** Artikel 126, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"Tijdens de periodes van tuchtschorsing kan de ambtenaar zijn recht op bevordering of mutatie niet doen gelden, noch aanspraak maken op weddeverhoging. Bovendien kan hij tijdens diezelfde periode geen bevordering of mutatie verkrijgen."
- Art. 28.** Artikel 129, § 3, alinea 3, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
"Hij verliest zijn recht op bevordering of mutatie en op weddeverhoging."

Art. 29. Artikel 137 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepalingen :
 "10° het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1970, 29 juni 1973, 29 maart 1976, 17 januari 1978, 6 november 1991 en bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 oktober 1992."

HOOFDSTUK III. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest

Art. 30. Artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest dient als volgt gelezen te worden :

"De wedde van iedere ambtenaar wordt in de weddeschaal van zijn rang vastgesteld. De wedden van de leidend ambtenaar en van de adjunct-leidend ambtenaar worden respectievelijk in de weddeschalen A2 en A3 vastgelegd."

HOOFDSTUK IV. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest

Art. 31. Artikel 2, alinea 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest dient als volgt gelezen te worden :

"Iedere ambtenaar mag bij voorbaat aanspraak maken op elke betrekking waartoe hij benoemd zou kunnen worden bij wijze van bevordering of van mutatie, en die open zou komen te staan tijdens zijn afwezigheid."

Art. 32. Artikel 3 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De ambtenaar die recht heeft gehad op een mutatie of een permutatie mag zijn kandidatuur niet meer indienen voor een mutatie, noch een nieuwe aanvraag tot permutatie indienen binnen een termijn van twee jaar vanaf de dag van zijn benoeming of zijn permutatie."

Art. 33. Artikel 4, alinea 1 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"Elke vacante betrekking wordt, in voorkomend geval, door de ambtenaar van rang A2 bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs achtereenvolgens betekend aan de ambtenaren die benoemd kunnen worden op de drie eerste benoemingswijzen vermeld in artikel 8 van het statuut."

Art. 34. Artikel 6, alinea 2 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"In geval van een kandidatuur voor een mutatie brengt de ambtenaar van rang A2 binnen dezelfde termijn de aanvraag ter kennis van de inspecteur-generaal of, in voorkomend geval, van de directeur onder wiens toezicht de kandidaat staat."

Artikel 6, alinea 3, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 35. Artikel 8 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"In geval van een kandidatuur voor een mutatie, betekent de ambtenaar van rang A2 de beslissing van de directieraad aan de kandidaat."

Art. 36. De artikels 9 tot 13 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel, aangezien zij betrekking hebben op de aanvraag tot permutatie door overplaatsing.

Art. 37. Artikel 71 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 38. Artikel 72, alinea 1, dient als volgt gelezen te worden :

"De evaluatie van de ambtenaren van rang A2 en A3 is positief, behalve indien de Regering, bij aanwezigheid van al de Ministers, er anders over beslist op grond van een verslag van de Minister van Ambtenarenzaken."

Art. 39. Artikel 73 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"Artikel 60, § 1, van het statuut is niet van toepassing op de evaluatie van de ambtenaren van rang A2 en A3."

Art. 40. Artikel 74, 1°, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"1° alle andere activiteiten dan onderwijs en geneeskunde, zelfs deeltijds uitgevoerd tussen 9 en 16 uur;"

Art. 41. De artikels 78 en 79 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

HOOFDSTUK V. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de Ministeries

Art. 42. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de Ministeries dient als volgt gelezen te worden :

"De ambtenaren benoemd tot een graad van de gradencategorie die vermeld staat in de rechterkolom van de onderstaande tabel, worden bij omzetting van graad benoemd tot de graad die vermeld staat in de linkerkolom van dezelfde tabel.

- directeur-generaal :	graden van rang 16;
- inspecteur-generaal :	graden van rang 15;
- directeur :	graden van rang 14;
	graden van rang 13;
- eerste attaché :	graden van rang 12;
- attaché :	graden van rang 11;
	graden van rang 10."

HOOFDSTUK VI. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 binnen de ministeries

Art. 43. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 binnen de Ministeries dient als volgt gelezen te worden :

"In afwijking van artikel 3 worden de ambtenaren voor wiens werving geen van de diploma's of getuigschriften is vereist die toegang verlenen tot niveau 2+, bij omzetting van graad benoemd tot een graad van niveau 2+, overeenkomstig de in artikel 3 vastgelegde gelijkstellingen, op voorwaarde dat zij houder zijn van een graad van de volgende loopbanen :

- 1° directiesecretaris (rang 21), eerstaanwendend directiesecretaris (rang 22), bestuurschef (rang 24), secretariaat adjunct 1e klasse (rang 25) of secretariaat adjunct (rang 25);
- 2° programmeur 2e klasse (rang 20), programmeur eerste klasse (rang 22), hoofdprogrammeur (rang 24), programmeringsanalyst (rang 25);
- 3° boekhoudingsrevisor (rang 22), bestuurschef (rang 24), secretariaat adjunct 1e klasse (rang 25) of secretariaat adjunct (rang 25);
- 4° boekhouder (rang 22), eerstaanwendend boekhouder (rang 24), hoofdboekhouder (rang 25).

HOOFDSTUK VII. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest

Art. 44. Artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

TITEL III. — Bepalingen betreffende het verpleegkundig personeel, het paramedisch personeel en het personeel onderworpen aan de specifieke normen voor psychiatrische ziekenhuizen

HOOFDSTUK I. — Toepassings sfeer en algemene bepalingen

Art. 45. De bepalingen van deze titel zijn uitsluitend van toepassing op het personeel waarvan sprake in artikel 1, § 2, 1°.

Art. 46. Het verpleegkundig personeel, het paramedisch personeel en het personeel onderworpen aan de specifieke normen voor psychiatrische ziekenhuizen vallen onder de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst waarvan sprake in artikel 24, a), van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, of onder iedere bepaling die hen zou wijzigen.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest

Art. 47. Artikel 2, alinea 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest dient als volgt gelezen te worden :

"De rangen worden als volgt over de volgende niveaus verdeeld :

- 1° in niveau 1, één rang aangeduid met letter A;
- 2° in niveau 2+, één rang aangeduid met letter B;
- 3° in niveau 2, één rang aangeduid met letter C;
- 4° in niveau 3, één rang aangeduid met letter D;
- 5° in niveau 4, één rang aangeduid met letter E."

Art. 48. Artikel 3, § 1, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De graden worden als volgt over de rangen verdeeld :

1° in rang A :

- a) de graad van kinesitherapeut (voor wiens werving een diploma vereist is, dat behaald werd na ten minste vier jaar universitair onderwijs of hoger onderwijs van het lange type);
- b) de graad van apotheker;
- c) de graad van psycholoog;
- d) de graad van gymleraar (voor wiens werving een diploma vereist is, dat behaald werd na ten minste vier jaar universitair onderwijs);

2° in rang B :

- a) de graden van gegradueerd verpleger-hoofd van dienst, hoofdgegradueerd verpleger, gegradueerd verpleger A, gegradueerd verpleger B en gegradueerd verpleger C;
- b) de graden van eerstaanwendend diëtist, diëtist 1e klasse en diëtist;
- c) de graden van eerstaanwendend kinesitherapeut, kinesitherapeut 1e klasse en kinesitherapeut;
- d) de graden van eerstaanwendend ergotherapeut, ergotherapeut 1e klasse en ergotherapeut;
- e) de graden van eerstaanwendend logopedist, logopedist 1e klasse en logopedist;
- f) de graden van hoofdassistent klinisch laboratorium, assistent klinisch laboratorium 1e klasse en assistent klinisch laboratorium;
- g) de graden van eerstaanwendend analist klinische biologie, analist klinische biologie 1e klasse en analist klinische biologie;
- h) de graad van laborant (voor wiens werving één van de diploma's of getuigschriften vereist is die toegang tot niveau 2+ verlenen);

- i) de graden van onderwijzer en regent;
- j) de graden van opvoeder en animator (voor wier werving één van de diploma's of getuigschriften vereist is, die toegang tot niveau 2+ verlenen);
- k) de graden van maatschappelijk hoofdassistent, eeraanwezend maatschappelijk assistent, maatschappelijk assistent eerste klasse en maatschappelijk assistent;
- l) de graden van eeraanwezend assistent in de psychologie, assistent in de psychologie 1e klasse en assistent in de psychologie;
- 3° in rang C :
- a) de graden van hoofdgebrevetteerd verpleger, gebrevetteerd verpleger A en gebrevetteerd verpleger B;
- b) de graden van verpleegassistent A, verpleegassistent B en verpleeghulp;
- c) de graad van laborant;
- d) de graden van opvoeder en animator;
- 4° in rang D : de graden van gezondheidshulp, gezinshulp en bejaardenhulp;
- 5° in rang E :
- a) de graad van verpleeghulp;
- b) de graden van hoofdbewaarder, eeraanwezend bewaarder en bewaarder."
- Art. 49. Artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
- "§ 2. De ambtenaren-generaal zijn de ambtenaren van rang A2 of A3 in de zin van artikel 8 van dit besluit".
- Art. 50. Artikel 4 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.
- Art. 51. Artikel 5, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
- "De personeelsformatie bepaalt onder meer het aantal betrekkingen voor iedere rang".
- Art. 52. Artikel 6, alinea 1, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.
- Artikel 6, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
- "De toegang tot een betrekking is afhankelijk van het bezit van de met de graad overeenstemmende kwalificatie."
- Art. 53. Artikel 7, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
- "De vacature van een betrekking vermeldt haar plaats in de personeelsformatie alsook de aan haar houder opgelegde administratieve verblijfplaats."
- Art. 54. Artikel 8, alinea 1, 1°, 2°, 3° en 4°, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.
- Artikel 8, alinea 2, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.
- Art. 55. Artikel 9 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :
- "Enkel volgende betrekkingen kunnen bij werving toegekend worden :
- 1° kinesitherapeut (voor wiens werving een diploma vereist is, dat behaald werd na ten minste vier jaar universitair onderwijs of hoger onderwijs van het lange type);
- 2° apotheker;
- 3° psycholoog;
- 4° gymleraar;
- 5° gegradueerd verpleger C;
- 6° diëtist;
- 7° kinesitherapeut;
- 8° ergotherapeut;
- 9° logopedist;
- 10° assistent klinisch laboratorium;
- 11° analist klinische biologie;
- 12° laborant (voor wiens werving één van de diploma's of getuigschriften vereist is, die toegang tot niveau 2+ verlenen);
- 13° onderwijzer en regent;
- 14° opvoeder en animator (voor wier werving één van de diploma's of getuigschriften vereist is, die toegang tot niveau 2+ verlenen);
- 15° assistent in de psychologie;
- 16° gebrevetteerd verpleger B;
- 17° verpleegassistent en ziekenhuisassistent;
- 18° laborant;
- 19° opvoeder en animator;
- 20° maatschappelijk assistent;

21° gezondheidshulp, gezinshulp, bejaardenhulp;

22° verpleeghulp;

23° bewaarder."

Art. 56. De artikels 10 tot 13 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 57. De artikels 14 tot 16 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 58. De artikels 17 tot 22 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 59. De artikels 23 tot 26 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 60. Artikel 28 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 61. Artikel 31, § 1, alinea 1, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De ambtenaar van ten minste rang A4, in de zin van artikel 8 van dit besluit, en onder wie de stagiair ressorteert, of de vormingsdirecteur stelt twee met redenen omklede verslagen op die zijn evaluatie motiveren, en maakt ze over aan de ambtenaar van rang A2, in de zin van artikel 8 van dit besluit."

Art. 62. Artikel 33 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 63. Artikel 35, alinea 2, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 64. De artikels 36 tot 39 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 65. De artikels 40 tot 43 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 66. Artikel 47, § 2, alinea 2, tweede zin, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De kandidaten worden door de directieraad aangewezen onder de ambtenaren van ten minste rang A6, in de zin van artikel 8 van dit besluit, die positief geëvalueerd werden."

Art. 67. Artikel 56 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"Voor de evaluatie zorgt een college bestaande uit twee hiërarchische meerderen van verschillende rangen : de naaste hiërarchische meerdere van ten minste rang A6, in de zin van artikel 8 van dit besluit, en de naaste hiërarchische meerdere van de geëvalueerde ambtenaar. Wanneer de ambtenaar van rang A6, in de zin van artikel 8 van dit besluit, de ambtenaar niet onder zijn rechtstreeks toezicht heeft gehad tijdens de drie laatste maanden voor de evaluatie, dan neemt de hiërarchische meerdere deel aan de evaluatie die de ambtenaar werkelijk onder zijn rechtstreeks toezicht heeft gehad."

Art. 68. Artikel 59 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"Het evaluatiebulletin wordt door het evaluatiecollege overgemaakt aan de ambtenaren van rang A3 en A2 in de zin van artikel 8 van dit besluit."

Nadat het gelijkvormig met dit besluit is bevonden, betekent de ambtenaar van rang A2, in de zin van artikel 8 van dit besluit, de evaluatie van het college aan de ambtenaar."

Art. 69. Artikel 60, § 1, alinea 2, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 70. Artikel 61, § 2, alinea's 1 en 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De commissie is samengesteld uit twaalf gewone en twaalf plaatsvervangende leden waarvan de ene helft aangewezen wordt door de Regering onder de ambtenaren van ten minste rang A6, in de zin van artikel 8 van dit besluit, en de andere helft door de representatieve vakorganisaties. In de overheidsdelegatie zetelen ten minste twee leden die tot de instelling behoren waarvan de ambtenaar deel uit maakt."

Art. 71. Artikel 62 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"Binnen iedere instelling is er een directieraad die samengesteld is uit de ambtenaren-generaal en de directeurs."

Art. 72. Artikel 81, § 1, 2° en 3°, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

2° zes door de overheid aangewezen assessoren, waarvan twee deel uit maken van de betrokken instelling;

3° zes door de vakorganisaties aangewezen assessoren."

Art. 73. Voor de toepassing van de artikels 110 tot 115 van hetzelfde besluit, dienen de woorden "ranganciënniteit" vervangen te worden door "graadanciënniteit."

Art. 74. Artikel 117, alinea 1, 1°, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

1° de ambtenaar van rang A2, in de zin van artikel 8 van dit besluit, voorzitter en hiërarchische meerdere van de betrokken ambtenaar, van ten minste rang A6 in de zin van artikel 8 van dit besluit;"

Art. 75. Artikel 125 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De ambtenaar die zonder toelating afwezig is of die zonder geldige reden de duur van zijn verlof overschrijdt, wordt van ambtswege op non-activiteit gesteld. In die situatie kan hij aanspraak blijven maken op weddeverhoging."

Art. 76. Artikel 126, alinea 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"Tijdens de periodes van tuchtschorsing kan de ambtenaar geen aanspraak maken op weddeverhoging."

Art. 77. Artikel 129, § 2, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"§ 2. De ambtenaren die op non-activiteit gesteld worden wegens ambtsopheffing in het belang van de dienst of wegens ziekte of gebrekkigheid, behouden hun dienstanciënniteit en hun geldelijke anciënniteit."

Art. 78. Artikel 129, § 3, alinea 3, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"Hij behoudt zijn rechten op een weddeverhoging niet."

Art. 79. Artikel 137 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

"10° het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1970, 29 juni 1973, 29 maart 1976, 17 januari 1978, 6 november 1991 en bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 oktober 1992."

HOOFDSTUK III. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest

Art. 80. Artikel 3, alinea 2, 2°, b), van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 81. Artikel 5 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De geldelijke dienstanciënniteit wordt berekend op grond van de som van de diensten die in aanmerking komen voor de vaststelling van de wedde.

De geldelijke graadanciënniteit wordt berekend op grond van de som van de diensten die vervuld zijn in één of meerdere graden van dezelfde kwalificatie."

Art. 82. Artikel 7 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De weddeschaal verbonden aan elke graad die de ambtenaren kunnen bekleeden, stemt overeen met de vereiste beroepsopleiding voor die graad en met het belang van de daarmee overeenstemmende functie."

Art. 83. Artikel 8 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 84. Artikel 9 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De wedde van iedere ambtenaar wordt in de weddeschaal van zijn graad vastgesteld."

Art. 85. Artikel 12 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 86. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden "en de bijzondere verhogingen" weggelaten.

Art. 87. De artikels 26 tot 29 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

HOOFDSTUK IV. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest

Art. 88. De artikels 2 tot 13 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 89. Artikel 27, alinea 1, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De evaluatierapporten worden als volgt opgemaakt :

1° collegiaal, door een ambtenaar van ten minste rang A4, in de zin van artikel 8 van dit besluit, en onder wie de stagiair ressorteert, alsook door de vormingsdirecteur van de instelling, wat betreft de stagiairs van niveau 1 en 2+;

2° door de ambtenaar van ten minste rang A4, in de zin van artikel 8 van dit besluit, wat betreft de stagiairs van niveau 2, 3, en 4. Hij stuurt de evaluatierapporten binnen de voorgeschreven termijnen, ter attentie van de vormingsdirecteur, aan de ambtenaar van rang A2, in de zin van artikel 8 van dit besluit."

Art. 90. Artikel 30, alinea 1, 2°, van hetzelfde besluit is niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 91. Artikel 35, alinea 3, eerste zin, van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"Het belang van de dienst wordt aangetoond door de hiërarchische meerdere van ten minste rang A4, in de zin van artikel 8 van dit besluit."

Art. 92. De artikels 39 tot 42 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 93. In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de woorden "of onder de bevorderingsvoorwaarden bij overgang naar het hogere niveau" weggelaten.

In alinea 3 van hetzelfde artikel dient de eerste zin als volgt gelezen te worden :

"Het belang van de dienst wordt aangetoond door de hiërarchische meerdere van ten minste rang A4, in de zin van artikel 8 van dit besluit."

Art. 94. De artikels 55 tot 66 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 95. De artikels 71 tot 73 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 96. Artikel 76 van hetzelfde besluit dient als volgt gelezen te worden :

"De hiërarchische meerderen gemachtigd om een voorlopig voorstel van tuchtstraf te formuleren zijn, hetzij de rechtstreekse meerdere en de eerste hiërarchische meerdere van ten minste rang A6, in de zin van artikel 8 van dit besluit, hetzij de twee hoogste hiërarchische meerderen van de ambtenaar."

Art. 97. Artikel 77, enige alinea, 2°, van dit besluit dient als volgt gelezen te worden :

"2° De naaste hiërarchische meerdere van de ambtenaar, die ten minste rang A4 bekleedt, in de zin van artikel 8 van dit besluit, en die niet deelgenomen heeft aan de formulering van het voorlopige voorstel;"

Art. 98. De artikels 78 en 79 van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

Art. 99. In de artikels 80 tot 82 van hetzelfde besluit worden :

1° de woorden "dienst-, niveau- en ranganciënniteit" vervangen door de woorden "dienst-, niveau- en graadanciënniteit";

2° de woorden "niveau- en rangelijkstellingen" vervangen door de woorden "niveau- en graadelijkstellingen".

HOOFDSTUK V. — *Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de Ministeries*

Art. 100. De artikels 1 tot 7 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de Ministeries zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

HOOFDSTUK VI. — *Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 binnen de Ministeries*

Art. 101. De artikels 1 tot 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 binnen de Ministeries zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

HOOFDSTUK VII. — *Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest*

Art. 102. De artikels 3, 4, 5, 12 en 13 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest zijn niet van toepassing op het personeel waarvan sprake in deze titel.

TITEL IV. — Slotbepalingen

Art. 103. Dit besluit treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest.

Art. 104. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 januari 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 96 — 170

[C — 27021]

18 JANVIER 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre du personnel du Centre hospitalier psychiatrique Les Marronniers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 96;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 fixant le statut des agents des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil médical;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole n° 188 du Comité de secteur n° XVI, en date du 22 décembre 1995;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne entre en vigueur au plus tard le 1er janvier 1996;

Considérant qu'afin d'assurer le bon fonctionnement du service public, il est impératif d'adopter sans retard le cadre du personnel des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne de manière à rendre effective son application dès l'entrée en vigueur du décret susvisé;